

**Séance ordinaire du
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions Classes de Découverte neiges et vertes - Exercice 2018

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 2 janvier au 6 juillet 2018, 41 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 156 894 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES	145 177,00 €
6031	Coopérative scolaire Ecole Victor HUGO	PROJET	CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES – BERT/HUGO	5 750,00 €
525	Association Ecole Elémentaire Léopold SEDAR SENGHOR	PROJET	CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES - SENGHOR	2 992,00 €
6005	Les petits de Boutonnet	PROJET	CLASSES DECOUVERTES NEIGES ET VERTES – KERGOMARD	2 975,00 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 156 894 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types et spécifiques annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type vierge
- MODELE CONVENTION SPECIFIQUE OCCE34 - CD 2018
- MODELE CONVENTION VIERGE - REUSSITE EDUCATIVE TYPE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats

Mairie de Montpellier

1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),, représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de€ attribuée pour l'année 2018 par la Ville de Montpellier lors du, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'**un relevé d'identité bancaire** de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Titulaire du compte:

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2018 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2018.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure : l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole
Nature de la subvention : Projet
Intitulé du projet : CLASSES DE DECOUVERTES NEIGES ET VERTES 2018
Montant attribué : 145 177 € (selon le tableau de répartition en annexe)
Thématique : Réussite Educative

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2018, délibération

Et :

La structure bénéficiaire, l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire, l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole, contribue au développement de la politique de la Ville en matière de Réussite Educative et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole a sollicité une subvention de 145 177 euros pour le projet CLASSES DE DECOUVERTES NEIGES ET VERTES 2018.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

Permettre aux enfants scolarisés à Montpellier, le départ en en classes de découverte neiges et vertes
Pour la période du 2 janvier au 6 juillet 2018, 38 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : 502 410 euros.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2018.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2018, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole une subvention d'un montant de **145 177 euros (selon la répartition du tableau en annexe).**

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 1 fois à la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du **relevé d'identité bancaire** (RIB) original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte:.....

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire, l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole, s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;

- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire, toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire, l'Association
Départementale de l'Office Central de la
Coopération à l'Ecole

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

TABEAU ANNEXE DE REPARTITION PAR ECOLE :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - ARMSTRONG	6 525,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BALARD	2 000,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	BEETHOVEN	2 200,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	270,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	BOULANGER	2 300,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - SHOELCHER	6 525,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - CHURCHILL	5 520,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - COMTE	6 210,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - CONDORCET	3 600,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - DE GOUGES	3 648,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - DR CALMETTE	2 990,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - FERRY	1 800,00 €

	Coopération à l'Ecole			
--	-----------------------	--	--	--

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - FIGUIER	5 200,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - FRANK/DICKENS	5 425,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES- FREUD	5 980,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - GAMBETTA	900,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - GARNIER	792,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - HEIDELBERG	2 568,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - HOSPITAL	4 600,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES -JAURÈS	2 229,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - LAMARTINE	5 750,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - LANGEVIN	5 175,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MACE	6 500,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MALET	2 256,00 €
551	l'Association Départementale de	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MALRAUX	1 120,00 €

	l'Office Central de la Coopération à l'Ecole			
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - MOULIN	4 500,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - PAPE CARPENTIER	1 248,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - PASCAL	2 875,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	CLASSES DECOUVERTES - PERICLES	3 775,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - PROKOFIEV	2 000,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - RABELAIS	5 750,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - ROOSEVELT	3 190,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - SAVARY	6 525,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - SÉVIGNÉ	5 750,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - SIMON	3 553,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - SURCOUF	6 670,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - VERNE	1 008,00 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJE T	CLASSES DECOUVERTES - ZAY	6 250,00 €

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL , Maire agissant en vertu d'une délibération du.....

Et :

La structure bénéficiaire représentée par
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule:

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire
Contribue au développement de la politique de la Ville en matière de Réussite Educative et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour le projet

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : €.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2018.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2018, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 1 fois à la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du **relevé d'identité bancaire** (RIB) original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte:.....

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
- b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
- c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9: Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »